

De Marc VUILLEMOT, maire socialiste de La Seyne, aux adhérents du PS du Var, quelques réflexions à l'approche du Congrès de notre parti...

Chers camarades socialistes varois,
Et, pour un certain nombre d'entre vous, chers amis,

De quoi parle-t-on avec ce nouveau Congrès de notre PS ? Juste, comme d'habitude, des orientations que nous voulons lui assigner, démocratiquement et collectivement pour leur définition, collectivement et solidairement pour leur mise en œuvre, pour qu'elles guident nos missions volontaires de militants.

Et ce, quelles que soient les circonstances de nos vies où nous sommes ou serons, les uns et les autres, amenés à tenter d'infléchir les déterminismes socio-économiques de nos sociétés locales, régionales, nationales, continentales ou mondiales, dans le sens politique qui a guidé ceux que certains appellent nos « *grands anciens* », c'est-à-dire une voie plus égalitaire, plus juste, plus solidaire, depuis les Proudhon, Engels et autres Campanella (un moine du XV^e siècle !) jusqu'aux Badinter, Mauroy et autres Roudy, en passant par les Vaillant, Jaurès et autres Le Troquer (pas pour les « *faits d'armes* » de ce septuagénaire dans l'affaire des « *ballets roses* » de 1959, mais pour sa contribution, quelque seize ans auparavant, au nom de la SFIO, à l'élaboration des « *Jours heureux* », le programme du *Conseil National de la Résistance* !).

C'est juste de ça qu'on parle. Ou qu'on devrait parler.

Chacun voit midi à sa porte, bien sûr. Moi, qui ne fais plus partie des « *perdreaux de l'année* », je peux comprendre qu'on place la stratégie et la tactique au-devant du fond qu'on peut toujours reléguer en arrière-plan, mais si c'est sans jamais l'oublier, parce qu'il faut bien que notre militantisme soit couronné de quelques succès, sauf à nous complaire dans l'utopie ou le rêve sans cesse renouvelé et assaisonné à la sauce uchronique de l'éternelle réécriture de nos rendez-vous manqués.

Mais ce qui est peut-être trop omis, aujourd'hui, c'est le retour de nos projets aux références à quelques « *fondamentaux* », en un moment pourtant déconnecté, par la grâce du calendrier électif national, des enjeux immédiats de pouvoir, de position, de posture, de... poste, ou de perspectives en forme de billard à cent bandes de ces mêmes enjeux. Je ne suis pas de ceux qui pensent à l'occasion d'un Congrès du PS qu'il vaut mieux jouer la carte de la *motion* (pardon, du « *texte d'orientation* ») proposée par M. Untel parce que les sondages prédisent qu'elle leur assurera une place dans la machine majoritaire. Ni surtout le faire en changeant d'orientation sans même en parler à ses camarades compagnons de route. Ça, c'est dit.

Et le fait de le dire est pour moi une première parce que, cette fois, j'aimerais tant que nous, désormais rares oiseaux socialistes varois, derniers des Mohicans dans un département qui ne compte plus qu'une poignée de maires et d'élus communaux de notre parti, plus aucun conseiller régional ni départemental, un seul parlementaire sur les douze varois (qui ne siège même plus au sein de notre groupe de sénateurs), revenions simplement à ce qui fonde notre engagement : l'aspiration à une société qui se donne *pour finalité* — cela apparaisse-t-il ringard à certains —, de ne plus tolérer ni l'exploitation de tant d'hommes par une minorité d'autres, ni l'anéantissement de la planète par cette même minorité.

Oui, j'écris bien *pour finalité*. Car, à l'exercice de la gestion — et un peu du pouvoir aussi —, on se rend compte que le vecteur de la mise en œuvre du projet socialiste, ici et maintenant, ne peut être pris au sens mathématique du terme, car il n'est ni exempt de la quatrième dimension qu'est le facteur temps, ni linéaire, ni même « *unidirectionnel* » et « *isocinétique* » (oui, on fait souvent du rétropédalage, des virages en forme d'épingle à cheveux, ou machine arrière, avant de repartir vers... le bon sens), mais il demeure un guide de travail intellectuel et social pour avancer vers *la finalité*.

Sans un projet clairement ancré à gauche, cohérent avec les « *fondamentaux* » que nous, socialistes, avons le devoir de défendre — de la collectivisation des ressources et des moyens de production, par exemple celles de l'eau, bien commun de l'humanité, aux droits universels et égalitaires de tous et de chacun, par exemple à la parentalité ou au vote —, tous les projets que nous soumettrons à la sagacité électorale de nos concitoyens d'ici (et du Monde, car n'oublions pas que le socialisme est internationaliste), tous les actes que nous poserons, si les électeurs nous accordent démocratiquement à nouveau leur confiance, seront empreints du renoncement. Et nous ne serons pas nous-mêmes.

L'exercice de la gestion publique est, dès lors, une bagarre permanente face sa propre conscience. Je m'y confronte depuis trente ans comme élu socialiste, dont dix en qualité d'animateur d'une équipe municipale. Oui, j'ai voulu « *remunicipaliser* » le stationnement des automobiles dans ma commune dont mon prédécesseur avait fait cadeau au privé, en garantir la gratuité, et j'y suis parvenu. Oui, je tiens bon face à un État « *démanteleur* » du service public qui coupe les vivres aux collectivités au mépris de la Constitution de notre République, par exemple face aux injonctions de M. Darmanin de compression des finances communales, lorsque je campe sur mon refus de réduire les effectifs jugés « *pléthoriques* » de 104 fonctionnaires dédiés au service municipal du sport, une compétence non obligatoire d'une commune. Oui, comme élu régional, j'ai contribué à créer une régie publique de gestion de la ligne ferroviaire Nice-Digne pour la sauver de sa disparition. Mais, oui aussi, j'ai échoué à maintenir ouverte la maternité publique qui assurait le plus grand nombre d'accouchements de la Région Provence. Et, oui aussi, je fais des compromis, lorsque je ne peux faire autrement, en créant une société d'économie mixte pour l'adduction de l'eau que j'aurais pourtant voulu *remunicipaliser*, mais j'en baisse le prix, et y assure un droit de veto municipal et l'association des usagers à sa gestion, ou en consentant une relative bienveillance face à la majorité métropolitaine toulonnaise quant au choix de son mode de transport en commun en site propre contre la garantie de la desserte des sites structurants du territoire.

Sans « *fondamentaux* » de référence, fussent-ils à contre-courant des *pensées correctes* qui se forment surtout aujourd'hui sur les réseaux sociaux aux mains des nantis, il n'y a possibilité pour le militant ni de choix, ni d'opérationnalité, ni d'analyse des succès et des échecs, pleins ou mitigés, ni d'objectivation de l'apport de sa modeste contribution à *l'œuvre socialiste*.

Et, sans « *fondamentaux* », il n'y a non plus de possibilité d'agir. Car, pour agir, il faut que le peuple, pour un temps, vous confie les manettes. Et ça suppose de gagner et d'entretenir la confiance que les citoyens placent dans des hommes, simples et vrais, avec leurs atouts et leurs faiblesses, mais debout, assumant leurs visions, fussent-elles aux antipodes des modes de pensée majoritaires du moment. C'est ainsi que mes formateurs m'ont appris à faire, sans tactique, ni mensonge, ni omission, ni manœuvre, ni démagogie. Sur du contrat. C'est ainsi que j'ai — pardonnez mon immodestie — la fierté d'avoir rassemblé la gauche à La Seyne, des socio-démocrates aux anticapitalistes plus radicaux. C'est ainsi que je n'imagine pas exclure de mon équipe municipale ceux qui se retrouvent aujourd'hui dans les approches social-libérales de la nouvelle majorité nationale tant qu'eux-mêmes continuent à partager notre vision commune de la politique à conduire dans l'intérêt de notre ville. Et c'est ainsi que cette posture, que j'essaie de maintenir, recueille — du moins à ce jour — l'assentiment de mes concitoyens, y compris (il suffit de comparer les résultats électoraux municipaux à ceux des autres scrutins) bien au-delà des classes populaires et des seuls *aficionados* seynoïses de la gauche et de l'écologie.

Éparpillée, mielleuse, molle et fragile sur ses positions et prête à des compromissions (ultra) libérales (je ne parle pas de compromis de gestion), la gauche peinera à remonter la pente et à offrir l'espoir que doit attendre d'elle la majorité des Français — ne serait-ce que les 7 sur 10 éligibles au logement social, qui n'a rien à voir avec l'infime poignée de ces « *premiers de cordée* » que les médias assujettis au pouvoir, lui-même asservi par le capital, assoient comme des modèles. Et je parle bien de la gauche. Pas de nous, ses acteurs, ceux du PS, qui porterions la responsabilité de la discréditer encore plus gravement et durablement qu'aujourd'hui si, y compris hélas parmi les plus jeunes d'entre nous, nous rejoignons la funeste comédie d'un Congrès essentiellement dédié aux viles manœuvres individuelles que notre appareil — créé à cet effet dans son propre intérêt par le très habile Mitterrand — autorise pour assurer la seule promotion personnelle de ceux de ses adhérents qui ne l'utilisent que pour eux-mêmes.

Pour ce Congrès, je voterai donc à gauche, simplement, et comme d'habitude. C'est-à-dire pour les orientations proposées dans le texte n°4, « L'UNION ET L'ESPOIR ». Puissions-nous être nombreux. Et même les plus nombreux. Sinon, nous n'irons pas bien loin. Nombre de nos militants continueront à quitter le navire. Et nos partenaires prendront un peu plus la tangente.

Et, comme après le Congrès il y aura la vie démocratique, nos concitoyens préféreront opter pour une gauche radicale mais excluante, donc désunie et sans espoir, ou pour le *libéralisme en marche*, ou pour bien pire, plutôt que pour un PS leur offrant une pensée mollassonne ménageant la chèvre et le chou, voire la jouant façon française à la mode du SPD allemand à la remorque de Merkel, inapte à se fédérer et fédérer sans hégémonie, ne voyant pas les diversités de la gauche comme des gages d'esérance.